

CENT ANS d'INTERNATIONALISMES

Promesse et Héritages de la Société des Nations



LISBONNE
19 et 20 Septembre 2019

Appel à Communications

Les organisations intergouvernementales – en tant que structures multilatérales établies volontairement par des États souverains, dotées d’organes permanents et responsables de la recherche d’objectifs communs – sont des outils utilisés pour résoudre les conflits de manière pacifique ainsi que pour promouvoir et pour faciliter la coopération sur le plan technique. En cherchant à établir un lien entre les gouvernements au niveau mondial et à promouvoir des relations de coopération entre les peuples respectifs, les organisations intergouvernementales sont un élément fondamental de la politique globale à l’époque contemporaine. La généalogie intellectuelle des organisations intergouvernementales a d’ailleurs fait l’objet d’intéressantes et d’importantes controverses politiques mais aussi scientifiques.

Créée en janvier 1920 à la fin de la Première Guerre mondiale, la Société des Nations (SDN) a été la première organisation multilatérale permanente ayant comme fonctions le maintien de la paix et de la sécurité collective et la promotion d’un nouvel ordre international stable et prospère. Si l’objectif initial était de créer une organisation globale, seuls les États européens ont formé le noyau central des membres fondateurs. À la fin d’une décennie, il était évident que l’organisation ne remplissait pas les attentes qui étaient celles de garantir la sécurité collective de ses membres en résolvant les grands conflits de l’époque. Les actes de condamnation et les sanctions ont été vaines contre les agressions croissantes. Dans les domaines fonctionnels, dans la défense des droits des minorités et dans la fiscalisation de l’administration des mandats et des territoires coloniaux par les puissances impériales, l’intervention de la SDN a établi un précédent important, tout en montrant ses limites.

La suspension de ses activités au début de la Seconde Guerre mondiale et sa postérieure dissolution ont favorisé le façonnement et la divulgation d’une image négative – celle d’un échec total - de la SDN. Des études récentes ont pourtant mis l’accent sur le besoin de mieux connaître l’organisation et d’apporter un regard plus critique. De ce fait, cette nouvelle approche a conduit à la production de différentes lectures sur les diverses facettes de l’organisation et à partir d’approches théoriques et méthodologiques différentes. En effet, il semble important d’aborder la SDN non pas uniquement à partir de l’Histoire Institutionnelle, mais aussi de croiser et de confronter différents courants théoriques et historiographiques pour assurer un regard multiple et comparé qui puisse faire justice à la richesse et à l’importante histoire de l’organisation. Les outils utilisés par exemple en Histoire Internationale, en Histoire

Globale et Transnationale, en Histoire des Idées, en Histoire Comparée, en Histoire Sociale, en Histoire du Travail, en Histoire des Communications, en Histoire de la Santé, en Histoire des Migrations, permettent de mettre en évidence la présence et le rôle de la SDN à différentes échelles et dans différents espaces, ainsi que sa relation avec une diversité d'acteurs et de sujets. Ce n'est uniquement qu'à travers l'association de différents postulats méthodologiques qu'il est possible d'appréhender la dimension de son intervention à différents niveaux : local, national et international.

La pertinence de la réflexion sur la SDN se justifie, en dehors de sa contribution académique, par l'actualité de certaines questions auxquelles elle s'est déjà vue confrontée. La croissante globalisation et la mobilité dans l'ère contemporaine, qu'elle soit volontaire ou non, ont soulevé des problèmes et ont amené à la définition de normes globales avec un impact national et local important, comme par exemple dans le domaine des Droits Humains. Ainsi, et à l'instar de ce qui s'est passé avec la SDN, les organisations intergouvernementales ont la responsabilité de définir un encadrement global dans les domaines les plus divers – du trafic de drogues, au terrorisme et aux réfugiés. Ce qui amène à remettre en question le rôle controversé mais indispensable des organisations multilatérales dans la gouvernance internationale, en tant que définisseurs des normes et gestionnaires des problèmes et des défis des sociétés contemporaines qui nécessitent une réponse globale.

Afin de promouvoir le dialogue sur la SDN, une conférence interdisciplinaire aura lieu à Lisbonne les 19 et 20 septembre 2019.

Les conférenciers principaux sont :

- Erez Manela (Harvard University)
- Mark Mazower (Columbia University) – à confirmer
- Nicolas Werth (CNRS)
- Patricia Clavin (University of Oxford)
- Patrick Finney (Aberystwyth University)
- Philippe Rygiel (École Normale Supérieure - Lyon)
- William Mulligan (University College Dublin)

Les communications ne peuvent dépasser les 20 minutes, et les différents thèmes pouvant être abordés sont, entres autres (et non exclusivement) :

- Généalogie intellectuelle des organisations intergouvernementales ;
- Concept et méthodologies pour l'étude des organisations intergouvernementales ;
- Historiographie sur les organisations intergouvernementales et sur la SDN ;
- La Conférence de la Paix, le Traité de Versailles et le contexte de la création de la SDN ;
- L'organisation institutionnelle de la SDN ;
- La SDN et la relation avec les États-membres ;
- La SDN et le service civil international ;
- La SDN et le maintien de la paix et de la sécurité internationale ;
- La SDN et les droits des minorités et des réfugiés ;
- La SDN, les empires et les mandats internationaux ;
- La SDN, la question sociale et l'Organisation Internationale du Travail ;
- La SDN et les domaines techniques ;
- La SDN et les acteurs non étatiques ;
- La SDN et les autres organisations ;
- La SDN, le droit et la justice internationale ;
- La transition de la SDN vers l'ONU.

Le résumé de la communication (300 mots) et la note biographique (250 mots) doivent être envoyés à l'e-mail suivant: sdnconferencialisboa@gmail.com

Calendrier:

Délais de soumission des résumés: **31 octobre 2018.**

Date de notification d'acceptation des propositions: 15 septembre 2018.

Les propositions de communication peuvent être rédigées en anglais, en français et en portugais. Il est toutefois vivement recommandé aux participants de présenter la communication en anglais de manière à faciliter le débat entre les communicants.

Une publication des communications sera ultérieurement prévue.

Frais d'inscriptions – 25€

Organisation:

Aurora Almada e Santos (IHC – NOVA FCSH)
Cristina Rodrigues (IHC – NOVA FCSH)
Bruno Cardoso Reis (ISCTE-IUL)
João Paulo Avelãs Nunes (CEIS20 – Universidade de Coimbra)
Pedro Aires Oliveira (IHC – NOVA FCSH)
Yvette Santos (IHC – NOVA FCSH)

Comité Scientifique:

Álvaro Garrido (CEIS20 – Universidade de Coimbra)
Aurora Almada e Santos (IHC – NOVA FCSH)
Bruno Cardoso Reis (ISCTE-IUL)
Cristina Rodrigues (IHC – NOVA FCSH)
Erez Manela (Harvard University)
Fernando Tavares Pimenta (IPRI – NOVA FCSH)
Filipe Ribeiro Meneses (Maynooth University)
Hipolito de la Torre Gómez (UNED)
Luís Nuno Rodrigues (ISCTE-IUL)
Maria Manuela Tavares Ribeiro (CEIS20 – Universidade de Coimbra)
Mark Mazower (Columbia University)
Nicolas Werth (CNRS)
Patricia Clavin (University of Oxford)
Patrick Finney (Aberystwyth University)
Pedro Aires Oliveira (IHC – NOVA FCSH)
Philippe Rygiel (École Normale Supérieure - Lyon)
William Mulligan (University College Dublin)
Yvette Santos (IHC – NOVA FCSH)

Soutien institutionnel:

Instituto Diplomático/Ministério dos Negócios Estrangeiros